

Questions orales

Nous espérons que les États-Unis vont changer leur position. C'est à eux d'en décider. C'est à eux de nous en faire part.

Je profite de l'occasion pour dire que les États-Unis ne peuvent pas compter sérieusement faire les progrès qu'ils disent vouloir réaliser dans les négociations commerciales multilatérales s'ils s'en tiennent à la position qu'ils ont adoptée dans les négociations avec le Canada, qui est leur plus important partenaire commercial.

M. Langdon: Monsieur le Président, nous au moins savons ce que c'est quand nous voyons un mur de brique.

L'INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'aimerais interroger celui qui a décidé de parler au nom du gouvernement sur cette question, au sujet de l'interview dite exclusive que le premier ministre a donnée hier soir à *La Presse* et dans laquelle il effectuait une importante reculade par rapport à l'engagement qu'il avait pris d'un mécanisme exécutoire de règlement immédiat des différends, dont il avait déjà dit qu'il était essentiel à la solution des négociations de libre-échange. Il a dit...

[Français]

«Il faut qu'on soit en mesure de définir peut-être progressivement un instrument qui aura un effet bénéfique pour les deux parties».

[Traduction]

Voilà une reculade. Le gouvernement le sait, et j'aimerais savoir si c'est un signal envoyé aux États-Unis pour leur faire savoir que nous reculons.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il n'y a pas de reculade, il n'y a pas de changement dans les infinies possibilités d'auto-illusion du député.

M. Langdon: Monsieur le Président, il me semble à moi que c'est le gouvernement qui s'illusionne depuis le début quand il espère obtenir cet accord.

● (1130)

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, comment le gouvernement pense-t-il que les Canadiens vont le croire quand, au moment même où il dit que la balle est dans le camp américain, il prend contact avec les services américains? Il envoie le directeur du cabinet du premier ministre à Washington, puis il adoucit ses exigences. Est-ce que n'est pas là tromper les Canadiens?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Très franchement, monsieur le Président, la tromperie se trouve dans la démarche du député, heureusement pas très réussie, pour déformer ce qui se passe. Il dit que le gouvernement a pris contact avec les États-Unis. Il n'y a pas eu contact. Ce qui s'est passé c'est que, puisque je suis un ministre des Affaires étrangères à l'OTAN et que George Shultz est un

ministre des Affaires étrangères à l'OTAN, et que le sommet des ministres des Affaires étrangères s'est réuni cette semaine, nous nous sommes rencontrés. Mon collègue, le ministre des Finances, procède à des rencontres normales avec le secrétaire américain au Trésor.

Est-ce que le NPD prétend que parce que les négociations commerciales sont dans une impasse il faut interrompre toutes les relations normales avec les États-Unis?

Comme nous le savons, Gerry Caplan, le penseur du NPD, a dit qu'il fallait se retirer des sommets économiques. Nous savons que la position du NPD consiste à retirer le Canada de l'Europe, de l'OTAN et du NORAD. Nous savons que sa politique veut que nous nous retirions du monde, excepté de l'Afrique du Sud où il veut que nous recourions à la violence.

Des voix: Bravo!

LE MÉCANISME DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, les Canadiens sont à juste titre perplexes, et c'est un euphémisme, et ils se demandent quel jeu le premier ministre joue avec eux. Dans le *Citizen* d'Ottawa...

M. Fennell: Un grand journal libéral!

M. Tobin: ... on dit que le premier ministre exclut la possibilité d'un sommet commercial avec M. Reagan. Dans la *Gazette*, on peut lire que la réunion a simplement été reportée. Par contre, selon le *Sun* de Toronto, les chances que cette réunion ait lieu sont partagées. Quant à *La Presse*, on peut y lire que le premier ministre est prêt à rencontrer immédiatement le président. Nous nous demandons à quel genre de jeu on se livre. Le premier ministre cherche-t-il à éviter une crise des entretiens commerciaux ou à manipuler le public canadien?

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit il y a un instant que la position du Canada n'avait pas changé en ce qui concerne le mécanisme de règlement des différends. Veut-il donc confirmer que, selon les propos du premier ministre rapportés dans *La Presse*, le Canada a toujours eu pour position qu'il serait disposé à accorder une concession en acceptant un mécanisme de règlement des différends mis sur pied par étape et au cours d'une période prolongée? Veut-il dire que c'est là notre position, que nous avons adoptée dès le début malgré les garanties données précédemment, et qu'il n'y a donc eu aucun changement?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne suis pas sûr de pouvoir sortir le député de sa confusion qui est due au fait qu'il lit trop de journaux.

Des voix: Bravo!

M. Hnatyshyn: Seulement les titres.

M. Clark (Yellowhead): Il lit les titres de trop de journaux. Il ne nous a pas encore donné son avis sur la Sunshine Girl ou, comme on dit chez moi, la Sunshine Person.